

Salaires, conditions de travail, rentrée 2019

STOP !

Rentrée 2019 : une manipulation scandaleuse des chiffres

Par un tour de passe-passe qui relève du mensonge, Jean-Michel Blanquer a tenté de minorer les suppressions d'emplois à la rentrée 2019, alors qu'il en avait lui-même annoncé 2 650. En réalité, le Ministre tente de cacher les suppressions d'emplois en augmentant de manière vertigineuse les heures supplémentaires. Le SNES-FSU a fait la lumière sur la communication ministérielle : dans l'académie, le Ministre annonce 36 suppressions d'emplois. Il n'en est rien : 22 emplois de plus sont supprimés et transformés en heures supplémentaires, si bien que notre **académie perd en réalité 58 emplois**, synonymes de classes plus chargées, de dégradation des conditions d'enseignement, de diminution de possibilités de dédoublement, etc...

Dans le détail, **13 emplois sont supprimés en collège** (pour 197 élèves de plus) et le nombre d'heures supplémentaires est augmenté de l'équivalent de 13 emplois). Le taux d'encadrement se dégrade donc sur ce niveau, la marge d'autonomie est diminuée et la charge de travail va encore s'alourdir avec la volonté d'imposer davantage d'HSA. **En lycée**, les suppressions d'emplois déployées sont sans commune mesure avec la prévision d'effectifs (-229 élèves), la visée comptable du lycée Blanquer se dévoile sans fard : **20 emplois sont supprimés**, le volume d'HSA augmente de l'équivalent de 4 emplois.

Le reste des suppressions se répartit sur les lycées professionnels (-13) et sur les activités académiques (-12).

Les premiers retours sur les DGH communiquées aux établissements témoignent de coupes sombres, qui vont bien au delà des suppressions annoncées. Faites-nous parvenir tous les éléments concernant vos établissements pour que nous puissions intervenir lors du CTA du 28 janvier que la rectrice est obligé de reconvoquer suite au rejet de son projet.

D'ici-là, alertons les parents et la presse sur les dégradations à venir et mettons-nous massivement en grève le 24 janvier.

Salaires, la revalorisation est une urgence

En refusant d'accorder une revalorisation du pouvoir d'achat des fonctionnaires, le Gouvernement a de nouveau montré le peu de considération qu'il porte aux agents de l'État. Il passe ainsi sous silence le décrochage salarial des agents de la Fonction publique, notamment dans l'Éducation nationale : le salaire net mensuel moyen d'un enseignant est inférieur de 9,8 % à celui d'un cadre de la Fonction publique et de 32,7 % à celui d'un cadre du privé. Le choix du Gouvernement n'est pas budgétaire, il est politique et idéologique : il se prive de certaines recettes par des mesures fiscales scandaleuses (suppression de l'ISF) et fait ensuite porter sur les fonctionnaires le poids des économies qu'il juge nécessaires pour atteindre l'équilibre budgétaire. C'est inadmissible ! En aucun cas l'imposition de davantage d'heures supplémentaires ne peut constituer une réponse acceptable. Les personnels de l'Éducation nationale doivent être revalorisés (dégel et revalorisation de la valeur du point d'indice, rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, doublement de l'ISOE). Il y a urgence !

GRÈVE JEUDI 24 JANVIER

Manifestation Rectorat 10h30

Salaires, conditions de travail, rentrée 2019

STOP !

Lycée et bac Blanquer : stopper la machine !

Depuis novembre, de nombreux lycées de l'académie sont mobilisés contre la réforme du lycée et du bac : grève, manifestations, réunions avec les parents, distribution de tracts... La réalité du lycée Blanquer est désormais évidente : diminution de l'offre de formation, marge horaire insuffisante pour assurer les dédoublements, mise en concurrence des personnels et des enseignements, suppressions de postes, compléments de service plus nombreux, élèves contraints de faire des choix déterminants et liés à ParcoursSup dès la classe de 2nde, évaluation permanente en première et terminale avec le bac Blanquer, fin du bac comme un diplôme national, mise en concurrence des établissements...

Cette réforme est idéologique et budgétaire, elle va à l'encontre des intérêts des élèves et des personnels et renforce les logiques de ségrégation sociale et de relégation scolaire.

Les programmes de lycée sont à l'image du reste : lourds, parfois contestables, infaisables dans les horaires impartis,...

L'heure est à la mobilisation de tous contre ces réformes dangereuses !



2 HSA obligatoires, c'est NON !

Le Ministre tente le passage en force : il annonce une révision de notre statut pour imposer 2 HSA, comme si la charge de travail des enseignants n'était pas déjà trop lourde (temps de travail estimé à 42h53). Pour le SNES- FSU, la 2ème heure supplémentaire, c'est non ! Et c'est d'autant plus non, que dans un contexte de diminution des possibilités de dédoublements, prendre des heures en plus c'est avoir une classe en plus, quand des collègues seront soumis à complément de service ! Il faut par ailleurs rappeler que ces heures sont très mal payées : pour un certifié au 8 ème échelon, porter cette heure supplémentaire à 125% de l'heure de travail ordinaire (comme dans le privé) nécessiterait de l'augmenter de 90% !!! Stop au mépris et au travail sous-payé.

Loi Blanquer : faire taire les personnels

L'article 1 de la future loi « pour une école de la confiance » vise à inscrire dans la loi une obligation de réserve qui permettrait de donner un fondement légal à des mesures disciplinaires condamnant des personnels jugés coupables de « faits portant atteinte à la réputation du Service public », expression suffisamment floue pour y inclure toute critique des politiques scolaires. C'est le signe de la volonté du ministre de museler les personnels et de faire taire leurs critiques et leur opposition à des réformes régressives. La FSU appelle les personnels à protester contre cette atteinte aux libertés publiques. Signez la pétition :

<https://liberte-expression.fsu.fr/>

